



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle\**

*pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire*

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 23 septembre 2019

## Faisons-les battre en retraite !

À Paris samedi dernier, le gouvernement a sorti l'artillerie lourde : 7500 policiers et gendarmes mobilisés, contrôles de police au moindre rassemblement de 10 personnes, 163 interpellations, etc. Pas de doute, il fallait éviter que la nouvelle journée de mobilisation appelée par les Gilets Jaunes et les marches pour le climat ne fassent le plein. Ce qui n'a pas empêché des milliers manifestants de défiler, à Paris et partout en France.

C'est que Macron est dans une posture délicate. Après avoir fanfaronné pendant l'été qu'il s'apprêtait à lancer une nouvelle attaque avec la réforme des retraites, il semble se rendre compte que la contestation pourrait facilement reprendre sur les braises encore chaudes des Gilets Jaunes.

Le gouvernement déclare désormais vouloir se « concerter avec les partenaires sociaux ». C'est-à-dire, gagner du temps en mettant en scène une discussion bidon alors que les principales mesures ont déjà été annoncées.

### Baisser nos pensions

Voilà plus de 25 ans que les gouvernements successifs, de gauche ou de droite, s'en prennent aux retraites avec la même logique : l'obligation de travailler plus pour des pensions moins avantageuses. Pas moins de 6 réformes se sont ainsi succédé, tantôt contre les salariés du privé, tantôt contre celles de la fonction publique, une autre encore contre les « régimes spéciaux ».

Cette fois-ci, sous prétexte d'« équité », Macron se fait fort d'attaquer tout le monde à la fois. D'abord, par une diminution des pensions, en calculant les retraites non plus sur la base des 25 dernières années ou des 6 derniers mois pour les fonctionnaires, mais sur l'ensemble de la carrière, ce qui aura pour effet immédiat de baisser les revenus, pourtant déjà maigres, de beaucoup de personnes âgées.

### Pour nous faire exploiter plus longtemps ?

Ensuite, en nous faisant travailler plus longtemps avec un « âge pivot » fixé à 64 ans, ou en augmentant encore la durée de cotisation. Une disposition qui ignore le fait que dans de nombreux métiers, le corps est trop cassé après 60 ou 65 ans pour continuer, et que partout les patrons rechignent à embaucher des seniors. Ainsi, très peu pourront obtenir des pensions à taux plein.

Comble du cynisme, le gouvernement anticipe la montée de la pauvreté chez les retraités et prévoit donc qu'il sera possible de cumuler retraite et activité. Et on devrait dire merci de pouvoir trimer jusqu'à 80 ans pour finir nos fins de mois ?

### Spéculer sur notre dos !

Pourquoi une telle réforme ? Les caisses de l'assurance vieillesse ne sont pourtant pas déficitaires, comme le reconnaît lui-même Delevoye. En fait, le véritable but du gouvernement n'est pas de sauver le régime des retraites. Il y aurait des solutions bien plus efficaces pour ça : embaucher massivement les chômeurs, augmenter tous les salaires de 300 euros comme le réclament les salariés des urgences depuis des mois, prendre sur les profits, etc.

La réforme ne vise qu'à transformer le régime général des retraites en un système au rabais, pour que se développent à côté des retraites complémentaires individualisées aux mains des assurances privées, une nouvelle manne de profits pour les spéculateurs.

### Tous dans la rue le mardi 24 septembre !

Il y a dix jours, les salariés de la RATP se sont mis massivement en grève contre cette réforme, suivis la semaine dernière par d'autres professions (avocats, médecins...).

**Mardi 24 septembre, la CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester également. Après la réussite du 13 septembre à la RATP, cette deuxième journée de grève doit être un succès pour encourager les salariés à se battre tous ensemble et faire remballer au gouvernement sa sale réforme.**

## « Fantômas à Lardy » : un Scénar lamentable

Le nouveau Président de Renault, Jean-Dominique Senard, est venu à Lardy vendredi dernier en milieu d'après-midi de façon ultra-secrète pour tester la Loco. Les quelques salariés mis au courant avaient pour consigne de ne pas en parler (sous peine de quoi ?). Le grand patron, « gendre idéal du CAC40 » d'après *Le Point*, ne voulait visiblement pas être confronté aux inquiétudes légitimes des salariés quant à l'activité du site.

D'autant plus qu'il a trouvé le temps, en essayant la Loco hors du site, de faire une halte pour saluer le châtelain du Petit-Mesnil, un ami de 30 ans. Aller voir la noblesse du coin, quoi de plus normal pour le comte Senard, membre de la Réunion de la Noblesse Pontificale ? Il n'a pas de temps à perdre à discuter avec les manants que nous sommes... Lui et ses acolytes ont une révolution de retard : il est temps de leur remettre les pendules à l'heure !

## Mercato des grands dirlos ou bancs mono ?

S. Calvo, directrice de la DEA-T, sera de passage à Lardy jeudi. Elle est censée faire des annonces aux syndicats lors du CSE. On espère que ce n'est pas pour annoncer son départ chez PSA comme bon nombre de directeurs ces derniers temps. Parce que c'est plutôt concernant les bancs mono et les investissements dans les autres moyens d'essais qu'on veut des infos.

Et on n'a pas l'intention de les attendre les bras croisés.

## « Tire la chaînette, la bobinette cherra »... ou pas

Après un accident grave et plusieurs démarrages intempestifs des rouleaux aux BàR, la direction n'a rien trouvé de mieux que d'imposer des mesures individuelles aux salariés des bancs, qui sont déjà surchargés de tâches pour passer les véhicules. Comme de placer une chaînette à l'entrée du banc au moment du centrage véhicule.

Ce sont bien sûr des mesures de sécurité collectives qu'il faudrait pour éviter les accidents. Et pour les imposer c'est notre ras-le-bol collectif qu'il va falloir faire entendre.

## Des véhicules pas propres sur eux

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les flottes de véhicules particuliers neufs devront limiter en moyenne leurs émissions de CO<sub>2</sub> à 95g/km, sous peine de pénalités financières. Visiblement un peu stressée, la direction a eu une idée de génie : importer des Kwid électriques produites en Chine pour faire baisser la moyenne ! Le transport de milliers de véhicules va émettre un paquet de CO<sub>2</sub>... mais tant que ça ne compte pas, c'est pas grave.

Ramener des voitures d'Asie pour faire des économies plutôt que d'investir dans des solutions moins polluantes : avec de telles solutions, la planète est mal barrée.

## Journées portes ouvertes : c'est tous les jours au CTL

On ne compte plus les portes d'entrée pour véhicules en panne sur le site. En fait, c'est plus rapide de compter celles qui fonctionnent. Pour certaines, ça dure depuis plusieurs mois et cela entraîne des problèmes de température dans les bâtiments. Mais avec ses 15 milliards d'euros de trésorerie, Renault ne peut pas payer de réparation durable, il faut bien verser 1,1 milliard de dividendes annuels pour les actionnaires !

Une seule solution pour changer la donne, se mettre en grève... comme les portes des bâtiments.

## Quand les patrons exigent des aides de l'État...

Dans un rapport de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles, le PDG de PSA Carlos Tavares, demande (au nom des patrons de l'automobile) à l'État de mettre la main à la poche pour soutenir la conversion à l'électrique. Il déclare : « *les gouvernements de l'UE doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voitures en augmentant énormément les investissements (...). En outre, ils doivent également mettre en place des incitations à l'achat durable.* »

Nous faire financer par des impôts les investissements, les licenciements et les profits des constructeurs : voilà le capitalisme vert que patrons et gouvernements nous préparent.

## ... Bruno Le Maire s'exécute !

La réponse du ministre de l'économie n'a pas tardé ! Vendredi dernier, il est allé sur le site lorrain de PSA Trémery pour promettre un milliard de subventions afin d'aider la production de véhicules électriques.

C'est vrai que les constructeurs automobiles ont besoin d'aide, avec tout ce prennent les actionnaires. Sans compter ce que coûtent les PDG et leurs goûts de luxe !

## Fausse transition, mais vrai chantage patronal

C'est le retour des négociations pour le futur accord compétitivité, par lequel les patrons de Renault veulent faire accepter les reculs à des syndicats bienveillants. Après ceux de 2013 et de 2017, on commence à connaître la rengaine.

Mais cette fois les patrons ne s'engagent même plus sur les garanties concédées aux salariés. Au contraire, ils utilisent le prétexte de la transition écologique pour nous mettre la pression. Ils menacent nos emplois pour obtenir des subventions de l'État. Alors que notre boulot pourrait régler une partie de la pollution automobile, ils veulent nous faire payer la facture de leurs choix industriels dictés uniquement par la soif de profit.

De l'argent pour maintenir l'activité et augmenter les salaires, il y en a largement assez avec tous les bénéfices accumulés depuis des années. Pas question d'accepter de faire des sacrifices.

## Un racisme qui vient d'en haut

S'inspirant de Marine Le Pen, c'est au nom des classes populaires que Macron lance l'offensive contre l'immigration et sermonne les « *bourgeois de centre-ville qui eux, sont à l'abri* ». À l'abri de quoi, au fait ? De la difficulté à boucler leurs fins de mois et des licenciements, c'est certain. C'est l'hôpital qui se fout de la charité : Macron qui blâme les bourgeois !

Difficile de croire qu'il se soucie des classes populaires, autrement que comme chair à patrons : toute sa politique consiste à accroître précarité et exploitation, et maintenant, il veut nous voler nos retraites. Facile en revanche de comprendre qu'il agite le sujet de l'immigration pour faire diversion, et pour aller chercher l'électorat de Le Pen sur son propre terrain. Lui qui a passé son temps à accuser mensongèrement les Gilets jaunes de racisme et d'antisémitisme, il prône maintenant la xénophobie d'État !

Français et immigrés : même patrons même combat, même Macron même combat.